

Francophonie : la responsabilité des médias face aux conflits en Afrique (Afrik.com 06/10/2012)

KINSHASA – La responsabilité des médias dans la couverture des conflits en Afrique, notamment en RD Congo et au Mali, a été au centre des témoignages exprimés lors d'une rencontre d'une centaine de journalistes venus de 15 pays d'Afrique, organisées les 27 et 28 septembre à Kinshasa, dans le cadre du 14ème sommet de la Francophonie.

Le congrès qui portait sur le thème « paix et sécurité en Afrique : rôle et place des médias francophones » s'est terminé par une réception organisée à la primature par le Premier ministre Augustin Majaja Ponyo. Une motion finale a été transmise aux chefs d'état et de gouvernement des pays francophones qui se réuniront du 12 au 14 octobre, dans laquelle elle leur demande notamment de « se pencher sur les problèmes de la RDC et du Mali » et de considérer les médias comme « des partenaires dans la recherche de la paix et du développement ».

Les multiples interventions de journalistes, témoins de faits de guerre ou de situations conflictuelles où certains ont risqué leur vie ont démontré que la quasi-totalité d'entre eux avaient le souci premier de leur « responsabilité sociale et citoyenne » en relatant ces événements. Ce fut notamment le cas des interventions très écoutées des journalistes venus du Mali, dont le pays est envahi par les rebelles islamiques, de Cote d'Ivoire, du Sénégal, mais aussi de ceux du Congo (RDC) qui sont préoccupés par les tensions au nord avec le Rwanda, ou encore du Tchad où persistent des difficultés d'exercer le métier. Certains ont également mis en évidence les problèmes posés par l'absence fréquente d'informations en provenance des Etats ou des armées en guerre, et les risques déontologiques de désinformation que rencontrent les journalistes « embarqués », c'est-à-dire accrédités par des militaires ou des rebelles.

Le colloque a enfin été l'occasion de faire le point sur le processus de réforme des médias en RDC avec la mise en place progressive de la commission de régulation des médias chargée de mettre un peu d'ordre économique et juridique dans un paysage médiatique quasi-anarchique et incontrôlable avec plusieurs centaines de journaux, plus d'une cinquantaine de télévisions privées et tout autant de radios locales.

Le premier ministre Augustin Majaja Ponyo a d'ailleurs souligné que les médias devaient être des « acteurs du développement et de l'unité du pays », en indiquant que son gouvernement venait d'engager un vaste programme d'investissements dans les transports et dans l'agriculture.

Cette rencontre était organisée par Freddy Mulumba, directeur du Potentiel et membre du réseau des medias francophones, avec l'appui des autorités congolaises et de l'OIF. Elle remplaçait les assises de l'union internationale de la presse francophone (UPF) qui n'ont pu être organisées en raison des problèmes internes que traverse actuellement l'UPF mais aussi du coût exorbitant de la prise en charge demandée à la RDC par le secrétaire général international Georges Gros. Des rumeurs fondées à Kinshasa font ainsi état de 600.000 dollars.

Mediaf-gb
samedi 6 octobre 2012

© Copyright Afrik.com